

Assemblée générale des syndicats 28 et 29 novembre 2012

Intervention de conclusion Laurent Berger, Secrétaire général

Seul le prononcé fait foi

Chers amis, chers camarades,

Nous voici arrivés au terme de notre assemblée générale.

Deux journées de travail collectif et de débats comme nous les aimons à la CFDT.

Laissez-moi vous dire le réel plaisir que j'ai pris à voir dans l'ambiance chaleureuse de ces deux jours votre enthousiasme et votre implication dans les débats.

S'écouter, échanger, se confronter pour mieux progresser ensemble est une chance. Soyons fiers de cette richesse.

Elle fait notre force dans ce contexte difficile.

La période est rude, les situations sont complexes et le monde est incertain.

La crise est devenue globale. Elle abîme des vies et défait la société.

Source de fortes tensions, de destruction massive des emplois, d'aggravation des inégalités, de perte des liens sociaux, la crise est là, douloureuse et durable.

Mais ce n'est pas seulement une crise que nous traversons, nous vivons une profonde mutation.

C'est le monde d'hier qui se dissout sous nos yeux et nous avons encore peine à trouver le chemin d'un nouvel horizon commun.

Parce que la crise bouleverse tant de situations, tant d'idées reçues, qu'elle rend chaque jour plus inacceptable les dégâts de notre modèle de développement, elle est aussi, j'en suis convaincu, une source d'opportunités et de progrès.

Alors oui, nous gardons espoir, nous restons optimistes.

Pour nous, demain est toujours une promesse d'avenir.

« Nous vivrons ce que nous changerons » disait un réformiste impatient que je connais bien.

A la CFDT, on ne craint pas de bouger les lignes, d'avoir des idées neuves et d'oser penser qu'il y a des solutions.

Des solutions pour tracer le chemin d'une société plus juste.

- Pas plus aujourd'hui qu'hier, nous ne laisserons le présent dériver et l'avenir s'écrire sans nous, sans les salariés.
- Pas plus demain qu'aujourd'hui, nous n'abandonnerons les plus fragiles sur le bord du chemin.

Le renoncement et le fatalisme ne font pas partie de notre ADN.

L'incantation et la défiance ne sont pas davantage les moteurs de notre action.



Les salariés sont lucides sur la gravité de la situation, ils sont conscients des efforts à fournir. Ce qu'ils attendent de nous ce ne sont pas des discours prometteurs ou des réquisitoires vengeurs. Ils veulent des solutions concrètes à leurs difficultés, des réponses justes et efficaces pour reprendre confiance dans le présent et retrouver espoir en l'avenir.

Faire face à la crise et construire l'après : le voilà notre défi!

Ce défi exige de nous de ne rien cacher de l'ampleur et de la complexité des difficultés mais sans chercher non plus à les dramatiser.

Dire la vérité, c'est le premier maillon de la confiance à laquelle chaque individu aspire.

La confiance, c'est le ciment dont à tant besoin aujourd'hui la société française pour construire ce nouveau pacte social que souhaite la CFDT.

Pour sortir de cette désespérance qui altère les volontés.

Pour sortir de ce sentiment de perte d'un monde passé, bien souvent mythifié, qui fige les énergies, nous devons tout faire pour protéger les salariés aujourd'hui et leur offrir des perspectives pour croire en demain.

La tâche est énorme mais n'est-ce pas la nôtre ?

Celle qui nous mobilise chaque jour, de la section syndicale à la confédération, celle qui fonde notre conception de l'utilité même du syndicalisme ?

S'en remettre à d'autres, tout attendre, tout exiger du politique un jour pour ne plus rien en espérer le lendemain, ce n'est pas notre sens de l'émancipation, ce n'est pas notre conception du syndicalisme, ce n'est pas notre vision du politique.

Ce n'est pas non plus l'idée que nous défendons de la démocratie sociale.

• Ni soutien d'un gouvernement, ni opposant politique, mais contre pouvoir social, autonome et exigeant, la CFDT est fidèle à elle-même.

Une organisation syndicale forte de son action auprès des salariés, critique dans ses analyses, sans tabou dans ses réflexions, audacieuse dans ses propositions, courageuse dans ses engagements.

La CFDT, c'est cela, c'est tout cela!

Le bord de touche et la fuite en avant des surenchères, nous les laissons à ceux qui préfèrent le refuge du commentaire à l'effort de compréhension, à la rudesse du terrain, à la recherche des compromis possibles.

Ce chemin n'est pas de tout repos, la naïveté n'y a pas sa place.

La négociation demeure un redoutable rapport de forces où s'affichent toutes les postures et toutes les provocations, mais où doivent nécessairement s'exprimer les conflits d'intérêts.

C'est bien de cette confrontation pleine et entière que peut naître un compromis constructif pour les salariés.

Pour nous, l'accord n'est jamais acquis d'avance mais il n'est pas davantage perdu d'avance.

Des voies nouvelles ont été ouvertes au dialogue social et à la négociation par la nouvelle majorité politique. La CFDT y a beaucoup contribué avec l'ambition face à l'ampleur des enjeux, qu'une complémentarité active puisse s'instaurer entre démocratie politique et démocratie sociale.



Qu'ainsi nous fassions la démonstration, à l'image de certains de nos voisins européens, que le dialogue social va résolument de pair avec le dynamisme économique et le progrès social. Un dialogue social qui doit bien sûr être national mais qu'il faut rénover, réinventer à tous les niveaux, de l'entreprise à la branche en passant par les filières et les territoires.

C'est un enjeu primordial des années à venir pour améliorer le quotidien des salariés.

Depuis juillet, les partenaires sociaux se sont engagés dans cette nouvelle voie du dialogue social. Ils ont accepté une feuille de route ambitieuse et décisive pour l'emploi, pour les salariés, pour les entreprises. Mais décisive aussi pour le syndicalisme.

Là se dessine peut être un véritable tournant du syndicalisme français.

Là se joue aussi l'avenir d'une nouvelle ère de la démocratie sociale.

Cette perspective n'a pas que des adeptes, nous le savons. Dans les rangs politiques de tous bords comme dans ceux des partenaires sociaux, elle a ses détracteurs et ils sont très ardents. Il n'empêche, les partenaires sociaux sont bel et bien face à leur responsabilité. Ils doivent montrer leur capacité à produire des réponses constructives, justes et efficaces. Chacun devra en rendre compte devant les salariés.

Personne, aucune organisation syndicale ou patronale ne pourra se défausser à moindre coût.

Sur fond de course à la représentativité, certains de nos partenaires syndicaux sont hésitants, d'autres repliés sur leurs dogmes. Mais nous sommes tous confrontés aux mêmes réalités. Celles auxquelles nous devons apporter des solutions.

Le patronat, lui, est traversé par des luttes de leadership. Divisé dans ses intérêts, il peine à arbitrer une ligne claire dans ses propositions. Il rechigne aussi à moderniser sa pensée et use sans surprise de son habituel lobbying.

Dans ce contexte, les mesures fiscales que les entreprises viennent d'obtenir du gouvernement pour favoriser leur compétitivité sont substantielles.

Elles ouvrent des marges de manœuvre dans la négociation sur la sécurisation de l'emploi qui doivent servir l'emploi.

Le patronat ne peut pas gagner sur tous les tableaux. Il ne peut pas se dédouaner de ses responsabilités. Il a une obligation de résultat sur l'emploi et il doit y répondre.

Elle est là, la véritable contrepartie du crédit d'impôt que nous voulons pour les salariés. Le patronat et le gouvernement peuvent compter sur la CFDT pour leur rappeler cette exigence!

Dans cette période de crise grave, nous l'avons déjà montré, nous sommes prêts à prendre nos responsabilités et à relever le défi de réformes structurelles.

Notre ambition est forte. Sécuriser le présent pour redonner espoir en l'avenir.

Notre cap est clair. Faire progresser la justice sociale, combattre les inégalités, l'exclusion et la pauvreté.

Nos priorités sont concrètes. Protéger et développer l'emploi, réduire la précarité, faire place aux jeunes, donner sens et qualité au travail.

Notre ligne est constante. Assumer notre responsabilité dans le respect de nos valeurs de solidarité, de justice et d'émancipation.

Notre fil rouge est mobilisateur. Une CFDT proche des salariés pour « construire l'avenir avec eux ».



Mais, pour progresser dans cette voie et faire gagner nos idées, nos propositions, il nous faut d'abord accepter d'affronter les faits et reconnaître que la situation sociale, économique et budgétaire est grave et contraignante.

- Oui, l'endettement public est un lourd handicap, nous l'affirmions déjà au congrès de Grenoble en 2006. Il prive l'Etat de sa capacité d'investissement et de ses moyens d'intervention au détriment des plus fragiles. Il hypothèque dangereusement et injustement l'avenir de nos enfants.
- Oui, notre modèle de développement, de production, de consommation est à bout de souffle. Il n'est plus soutenable pour la planète et il nuit au bien être des individus.
- Oui, le déficit de compétitivité de l'économie française est réel, il fragilise les entreprises, il condamne des champs professionnels et détruit des emplois.
- Oui, les salariés sont trop souvent dans des situations insupportables : intensification du travail, dans le public comme dans le privé, explosion des contrats précaires chez les jeunes, pauvreté grandissante de salariés en sous emploi, discriminations en tous genres.
- Oui, le chômage massif est un énorme gâchis des compétences et des énergies, des jeunes auxquels on ne fait pas confiance mais aussi des seniors bien souvent dépréciés et trop vite écartés.

Alors oui, des réformes profondes doivent être menées parce que nous ne pouvons pas tricher avec le réel et accepter que les inégalités se creusent.

Oui des efforts importants doivent être accomplis. Mais, ils doivent être justes et partagés. Il faut faire d'une fiscalité claire et équitable, l'outil privilégié de cet effort collectif.

Osons dire que la crise ne frappe pas tous les citoyens, qu'elle n'atteint pas non plus tous les individus et tous les salariés de la même manière.

Le courage c'est aussi de dire cette vérité. Nous la devons par respect envers ceux qui souffrent le plus, nous la devons aussi à nous-mêmes dans le souci de l'efficacité de nos choix.

La solidarité et la justice ne sont pas de jolis mots réservés aux discours. Elles sont les piliers de notre cohésion sociale.

Sans elles comment refaire société ? Comment espérer bâtir un nouveau pacte social ?

C'est de notre capacité à être l'écho du monde tel qu'il est, à l'écoute des fragilités des salariés et des difficultés du travail, à dénoncer l'inacceptable, à dépasser les égoïsmes, à innover, à proposer des solutions, c'est de tout cela que dépendent notre crédibilité pour agir et notre rapport de force pour construire des solidarités nouvelles, peser sur les changements et obtenir des avancées concrètes pour les salariés.

C'est dans notre volonté de donner sens aux changements et aux compromis possibles que réside aussi notre capacité à porter des choix courageux.

Ces choix seront acceptables s'ils portent le sceau de la justice sociale, s'ils servent l'intérêt général, s'ils s'inscrivent dans une perspective collective de progrès pour tous.

Relever ce challenge est possible si nous nous y impliquons pleinement, de manière offensive et lucide, avec exigence et fermeté!



Dette publique, retraites, financement de la protection sociale, compétitivité, sécurisation des parcours professionnels, qualité de vie au travail.

Ces questions à traiter sont lourdes mais elles ne nous prennent pas de court. Nous avons débattu et pris clairement position, sur ces sujets. Nous avons parfois été seuls à le faire.

Mais nous le savons, nous ne sommes jamais au bout du chemin. Il nous faut sans cesse faire nos comptes avec la réalité, évaluer nos choix, explorer des voies nouvelles, appréhender de nouveaux champs revendicatifs, imaginer des solutions inédites.

Alors, les semaines et les mois qui viennent excluent tout relâchement de notre attention. Ils n'autorisent aucune pause dans notre action.

Nous devons être sur tous les fronts.

- Le front des réformes à mener
- Le front de notre représentativité
- Le front de l'urgence pour des millions de salariés.
- ✓ Notre détermination doit être forte sur le front des réformes pour peser dans les changements qui tardent à s'engager :
 - Il faut qu'émergent plus rapidement, plus clairement les bases d'un nouveau modèle de développement durable. Un modèle qui responsabilise les entreprises et implique toutes leurs parties prenantes pour réussir à conjuguer économie compétitive, protection de l'environnement et progrès social.

Pour cela:

 Nous devons davantage nous mobiliser pour que la Responsabilité sociale des entreprises ne reste pas qu'un concept consensuel mais devienne une réalité par notre action syndicale quotidienne.

Des outils, des leviers existent tels que la notation sociale, l'investissement socialement responsable.

A nous de les saisir pour influer sur le comportement des entreprises. Nous contribuerons ainsi à définir un nouveau contenu à la croissance qui redonne à l'homme sa place centrale et lui assure les garanties essentielles.

 Nous devons aussi anticiper les bouleversements d'un nouveau modèle de développement et accompagner les transitions professionnelles. C'est un enjeu décisif. Ce sont les emplois de demain qui se jouent aujourd'hui.

Alors à nous d'inventer ce syndicalisme en prise avec l'évolution du travail et des entreprises, un syndicalisme en phase avec le nouveau mode de développement que nous voulons.

• Nous devons aussi sauvegarder notre protection sociale, c'est un filet de sécurité vital pour beaucoup d'individus dans la période.

Mais la crise a mis en danger son financement.

L'accès de tous à la santé est compromis, le dossier des retraites n'est pas réglé, la politique familiale n'est pas suffisamment orientée vers les plus modestes, la prise en charge de la perte d'autonomie reste à construire.



La CFDT est résolue à sauver ce pilier de notre cohésion sociale. C'est pour cela que nous revendiquons :

- une réforme globale des retraites,
- une réorganisation du système de soins,
- une prise en charge solidaire de la dépendance.

Sur toutes ces grandes questions qui touchent la société, la CFDT a ouvert des pistes, avancé des propositions. Elle est prête à en débattre avec d'autres. Elle n'est pas seule à vouloir agir, la société civile est concernée, elle s'exprime et se mobilise.

Nos initiatives communes sur la santé avec la Mutualité française, sur les enjeux écologiques avec France Nature Environnement, sur la pauvreté avec ATD Quart Monde entre autres, témoignent de notre volonté de contribuer avec d'autres à faire vivre la démocratie sociale.

✓ Sur le front de la représentativité syndicale, maintenant.

Ce n'est pas nouveau, la CFDT se bat pour que tous les salariés accèdent aux mêmes droits :

Mêmes droits à l'emploi, à la santé, à la formation, aux salaires, aux conditions de travail, Même droit aussi à la représentation collective.

Toutes les organisations syndicales n'ont pas, dans un passé récent, défendu avec la même ardeur le droit des salariés à choisir ceux qui les représentent.

Rappelons-nous aussi le vote de la loi sur les TPE en 2010.

Quand une partie du patronat soutenue à droite par les plus virulents opposants à toute présence syndicale, a réussi à faire barrage à des scrutins de liste.

Cette conception n'est pas la nôtre.

Elle fait peu de cas de l'action et de la proximité des militants syndicaux avec les réalités et les préoccupations des salariés des TPE.

Les élections TPE ne sont donc pour nous qu'une étape mais une étape que nous devons gagner.

Notre mobilisation doit être sans faille pour ce premier grand rendez-vous avec les 4,6 millions salariés des TPE.

C'est plus du quart des salariés du secteur privé.

Plus que d'autres encore, ils ont besoin d'être entendus, défendus et représentés. Ils ont besoin de la CFDT.

Vous avez pris beaucoup d'initiatives professionnelles et interprofessionnelles pour aller à leur rencontre, pour leur dire qui nous sommes, ce que fait la CFDT et les inciter à voter.

Ces rencontres ont été riches d'enseignements sur les attentes des salariés et les militants s'y sont investis avec enthousiasme.

Dès demain matin, au côté des militants je mènerai la campagne à Paris, auprès des salariés des TPE pour faire gagner la CFDT!

La CFDT est la première organisation en nombre d'adhérents, la première en nombre d'implantations dans les entreprises.



Elle doit devenir la première aux élections dans le privé comme dans le public!

Alors jusqu'au 12 décembre Soyons tous sur le pont, à fond sur notre objectif TPE! Faisons voter CFDT!

La mobilisation militante pour cette échéance électorale doit être aussi l'occasion d'un nouvel élan dans toutes les élections professionnelles qui se tiennent ou vont se dérouler dans les prochains mois dans les entreprises.

N'oublions pas qu'à l'été 2013, nous aurons la première « photo » de la représentativité syndicale et qu'en 2014 de nouvelles élections nous attendent dans les fonctions publiques.

Faisons tous en sorte d'y être largement présents!

C'est à chaque instant par notre action et notre proximité avec les salariés, que nous construisons la représentativité de la CFDT!

✓ J'en viens maintenant au front qui nous préoccupe le plus : la crise.

Notre vigilance doit être totale pour répondre aux salariés touchés et soutenir les équipes syndicales en première ligne dans les entreprises.

Je veux ici saluer les militants qui ne comptent ni leur temps, ni leur énergie qu'ils soient dans la lumière des médias des plans sociaux les plus emblématiques ou qu'ils soient plus discrètement dans l'ombre de ces dizaines de milliers d'entreprises en difficulté.

Tous se battent aux côtés des salariés avec la même détermination pour sauver les emplois et les accompagner jusqu'au bout quand, malheureusement, le plan social et le licenciement sont devenus inévitables.

La pression et l'attente qui pèsent sur eux sont énormes.

Elles sont à la mesure des angoisses et des drames humains qu'engendrent la perte d'emploi et ses conséguences pour les salariés et leur famille.

Toute la CFDT se sent concernée et à tous les niveaux elle est mobilisée derrière eux.

Nous pensons en particulier aujourd'hui au combat que mènent nos camarades d'Arcelor Mittal à Florange, venus à Paris pour soutenir la pérennité de leurs emplois. Nous irons ce soir François Chérèque, Dominique Gillier secrétaire général de la FGMM et moi-même leur apporter ce soir le soutien de toute la CFDT.

Depuis le début de la crise fin 2008, la CFDT n'a pas ménagé ses efforts pour obtenir des mesures qui maintiennent l'emploi et les compétences dans les entreprises.

Cependant au fil des mois, la crise s'est durcie, devenant synonyme de précarité et de dégradation de l'emploi pour des millions de salariés.

Alors aujourd'hui pour en sortir, la CFDT fait de l'emploi et de la sécurisation des parcours professionnels, sa première priorité.

Le chômage de masse est une constante depuis des décennies mais il est aujourd'hui en train de franchir un seuil critique chez les jeunes. Ils sont les premières victimes de l'hyper précarité.

C'est sans doute le constat le plus alarmant car la place et la réussite des jeunes, de tous les jeunes sont le gage de notre avenir commun.



On ne peut pas se féliciter d'une démographie dynamique et s'accommoder d'une mise à l'écart des jeunes.

La CFDT refuse ce choix d'une société qui rejette sa jeunesse.

Dans la continuité des quatre accords conclus en faveur de l'emploi des jeunes en 2011, nous nous sommes engagés sur le « contrat de génération ».

Nous avons fait du dialogue social dans l'entreprise le moyen pour les équipes d'être opérationnelles et vigilantes dans la mise en œuvre de ce dispositif.

Nous devons les encourager et les accompagner pour que l'emploi des jeunes et des seniors progresse par leur action.

Mais notre ambition va plus loin dans la sécurisation des parcours professionnels.

> C'est pourquoi, dans la négociation en cours, nos propositions ont deux objectifs :

- ✓ **Le premier** c'est d'obtenir de nouvelles garanties pour les salariés
 - En faisant reculer la précarité
 - En développant la formation professionnelle
 - En obtenant la complémentaire santé pour tous
 - En protégeant mieux les salariés en cas de licenciement.
- ✓ Notre second objectif c'est d'anticiper les mutations économiques pour mieux sauvegarder l'emploi.
 - En encadrant les accords de sauvegarde de l'emploi dans les entreprises pour éviter le chantage et la pression sur les équipes et les salariés.
 - En permettant une plus forte implication des représentants du personnel dans la vie économique des entreprises.

Certains nous reprochent de vouloir cogérer, co-construire. Et pourquoi pas ! Nous en avons assez de jouer les pompiers quand tout est déjà décidé !

> Sécuriser les parcours professionnels, c'est aussi faire progresser la qualité de vie au travail et l'égalité professionnelle.

A Tours, nous avons fait du travail une priorité.

Notre chantier « Agir sur le travail » nous a permis d'affiner notre diagnostic et d'avancer des propositions.

La CFDT a beaucoup pesé pour que s'ouvre une négociation sur la qualité de vie au travail, l'égalité professionnelle et la conciliation vie professionnelle/ vie personnelle.

Nous y sommes.

Dans cette négociation, nous revendiquons des espaces de parole pour que les salariés puissent s'exprimer sur l'organisation de leur travail.

Nous voulons aussi renforcer le dialogue social dans l'entreprise sur la question du travail et que soit enfin effective l'égalité professionnelle.

Cette négociation débute. De nouveaux leviers pour agir sur le travail sont possibles. A nous de les obtenir et de les faire exister !



Sécuriser les parcours professionnels, c'est également un enjeu dans les fonctions publiques

- ✓ Les fonctionnaires, tous les agents du service public sont conscients de la situation critique des finances publiques, ils sont aussi les premiers témoins des dégâts provoqués par le recul des services publics.
- ✓ Le dévouement et l'abnégation ont des limites, la sécurité de l'emploi ne peut indéfiniment servir à occulter le malaise des agents.
- ✓ L'intervention publique doit être repensée, les citoyens l'attendent et la majorité des agents de la fonction publique en convient,
 - ils sont prêts. Mais les plaies ouvertes par la RGPP ne sont pas refermées. Les agents veulent être associés à un véritable projet de modernisation de leurs missions qui redonne du sens et des perspectives à l'action de la puissance publique.
- ✓ Le temps des constats et des bilans est fini, le gouvernement doit sans tarder engager par le dialogue social les changements indispensables et redonner confiance aux agents.
- ✓ Dans la méthode l'Etat doit être exemplaire. Il ne l'est pas. Le nouvel acte de la décentralisation se fait sans nous. L'action locale ce n'est pas seulement l'affaire des collectivités locales et des élus locaux. C'est aussi notre affaire!

Enfin, sécuriser les parcours professionnels, ce n'est pas ignorer la question du pouvoir d'achat.

Dans ce contexte de crise, je ne l'oublie pas et en particulier à l'égard des plus modestes. Le pouvoir d'achat ne se réduit pas à la question des salaires, qui doit se négocier dans les branches, dans les entreprises et dans les fonctions publiques.

Pour la CFDT, c'est aussi d'autres revendications:

- une fiscalité qui préserve les fovers modestes
- une revalorisation des minima sociaux et un accès facilité au RSA jeunes que nous porterons dans la conférence contre la pauvreté.
- Une prise en charge des frais de transport des salariés
- Une aide à la complémentaire santé
- Et l'accès de tous un logement.

La crise ne s'arrête pas aux frontières de la France. Elle sévit partout en Europe, et de manière particulièrement brutale en Europe du sud.

Elle a considérablement accru les inégalités entre travailleurs européens. Les plans d'austérité menés un peu partout risquent de provoquer une récession généralisée qui pénalisera encore davantage les plus fragiles.

L'attribution du prix Nobel a ravivé chez les Européens la fierté de l'héritage de paix des fondateurs de l'Europe mais la force de ce patrimoine commun s'étiole sous le poids des difficultés.

L'Europe est perçue comme confuse et impuissante.

Dans ce contexte, les Européens et les Français en particulier, sont très perplexes sur la volonté et la capacité de leurs dirigeants de faire front commun.



Partout, la solidarité est mise en débat et le repli national est une tentation qui n'épargne pas les organisations syndicales européennes. Cela n'a pourtant ni sens politique ni réalité économique dans une Union européenne où l'interdépendance est devenue la règle.

L'Europe a beaucoup tergiversé dans ses choix. Elle doit rattraper son retard et parachever sa construction politique et sociale.

Des pas ont été faits depuis plusieurs mois, nous les approuvons mais ils sont encore insuffisants.

Le cri d'alerte que nous avons lancé le 14 novembre avec l'ensemble des syndicats européens à l'appel de la CES confirme qu'il n'y aura pas de sortie de crise durable sans décisions de fond :

- Sur une véritable coordination des politiques économiques et budgétaires et des mesures de solidarité concrètes avec les pays les plus en difficulté.
- Sur la mise en œuvre d'un « Contrat social européen » comme le revendique la CES, qui mette fin à la concurrence fiscale et sociale entre les Etats, en instaurant notamment des minima sociaux européens.
 - La sortie de crise de l'Europe passe aussi par la capacité de l'Europe à bâtir et mettre en œuvre une stratégie commune dans la transition de notre économie vers un autre mode de développement.

C'est parce que la CFDT croit en l'Europe, qu'elle est en droit d'être critique et exigeante et qu'elle a le devoir d'agir pour infléchir son orientation.

Dans ce contexte où les difficultés sont incontournables, où les défis à relever sont immenses, notre feuille de route est ambitieuse.

Ambitieuse parce que nous voulons construire un monde de justice et de solidarité, parce que nous avons conscience que notre responsabilité est grande dans cette période de graves difficultés pour les salariés.

Ambitieuse parce que la CFDT est une grande organisation, forte du soutien de centaines de milliers d'adhérents et de l'action de ses milliers de militants. Parce que la CFDT va bien. Elle est en accord avec elle-même, fidèle à ses valeurs, cohérente dans ses choix et ses engagements.

Ambitieuse parce que notre démocratie interne est vivante, et que la CFDT, capable de s'interroger sur elle-même, veut aller plus loin dans sa propre mise en mouvement au service des salariés.

Portés par notre histoire, guidés par nos valeurs nous n'avons cessé de nous adapter pour mieux rejoindre les salariés et répondre à leurs préoccupations.

Cette Assemblée générale montre que nous avons franchi un nouveau cap dans l'évolution de la CFDT face aux réalités et aux ambitions qui sont les nôtres.

Dans cette première phase depuis le congrès, nous avons été volontaristes sur nos objectifs mais aussi interactifs pour les concrétiser.

Je tiens à remercier toutes celles et tous ceux qui se sont énormément investis dans les six chantiers de notre évolution.



Les travaux menés depuis le congrès de 2010 illustrent que bouger les lignes est possible et que chacun à son niveau peut et doit y contribuer.

Ces deux jours ont montré que vous êtes très nombreux à vouloir vous mobiliser sur cet enjeu.

Pour nourrir les débats du prochain congrès, la feuille de route actée à cette Assemblée générale nous invite à poursuivre les expérimentations et à approfondir les pistes de réflexion que nous avons ouvertes.

Nous nous sommes fixés des priorités et je veux y revenir :

• Notre première priorité, ce sont les militants, en contact avec les salariés au quotidien. Ils sont la clé de voûte de la CFDT.

Nous devons les mettre au cœur de nos préoccupations internes.

Pour cela nous avons trois objectifs:

Le premier : Former plus et mieux nos militants

Pour affronter les tempêtes et les difficultés que connaissent les salariés et les agents, il faut former les militants.

Les former c'est leur donner les moyens de maitriser les situations, de ne pas se laisser balloter par les événements et les discours simplistes.

C'est leur permettre d'être à l'aise avec les positions et les objectifs de la CFDT.

Cela veut dire faire partager le fondement et le sens de notre action dans le contexte actuel.

Cela veut dire aussi transmettre des pratiques qui donnent corps à notre projet syndical en proximité avec les salariés.

En second lieu, nous devons soutenir davantage nos militants pour que chaque structure puisse jouer pleinement son rôle au plus près des salariés.

L'étude Algoé nous fournit une excellente base pour mener la réflexion. Nous aurons à l'articuler avec la question des moyens en y intégrant l'évolution de la CNAS, le temps syndical, les ressources des organisations et leur mutualisation.

Autant de questions que nous traiterons sans tabou.

Enfin, il nous faut porter une plus grande attention à nos élus d'entreprise et d'administration.

Ce sont eux qui transforment nos objectifs et nos acquis revendicatifs en progrès quotidien pour les salariés. Ils sont des milliers, des femmes et des hommes qui donnent un visage, une voix à la CFDT!

Donnons-leur toute leur place, reconnaissons leur rôle incontournable dans l'efficacité, la crédibilité et la représentativité de la CFDT.

Aussi, je vous propose que nous organisions avec eux un grand temps fort à l'automne 2013 qui donne à voir la force au quotidien de la CFDT!

Nous débattrons de la forme que prendra ce temps fort pour que dès le début de l'année, il constitue le point d'orgue de la dynamique de contact et d'écoute que nous avons engagé avec eux.

La 2^{ème} grande priorité qui doit nous mobiliser, c'est la proximité avec les salariés.

J'entends m'investir personnellement dans cette priorité et j'irai régulièrement à la rencontre des salariés et des adhérents.



Nous devons nous donner tous les moyens pour multiplier les initiatives de proximité et proposer l'adhésion à tous les salariés. Quelle que soit leur entreprise, leur administration, la taille de leur établissement, leur statut avec un regard particulier en direction des jeunes et de tous ceux qui sont dans des parcours atypiques.

La création d'un crédit d'impôt pour tous les adhérents non imposables est en voie d'être enfin adoptée.

La CFDT revendiquait cette mesure d'équité depuis des années. A nous d'en faire un nouvel argument pour inciter les salariés à nous rejoindre.

• Etre proches des salariés, c'est aussi leur ressembler. Plus de femmes, plus de jeunes, plus de personnes issues de la diversité parmi nos responsables, c'est notre **Troisième grande priorité**.

Plusieurs URI et fédérations ont intégré cet enjeu et nous avons progressé depuis le congrès mais pas partout et pas sur tout.

Nous devons faire plus et mieux si nous voulons des responsables CFDT à l'image du salariat.

Changer, évoluer, s'adapter pour être proches des salariés, des adhérents et des militants, c'est aussi être plus visible, plus accessible, plus attractif.

C'est donc un nouveau logo, vous l'avez déjà adopté, une nouvelle signature, une nouvelle charte graphique, un système d'information plus performant, un nouveau site.

Bref une CFDT moderne!

Une CFDT qui a la couleur de son énergie!

Nous venons de tracer durant ces deux jours, la route de notre évolution jusqu'au congrès de Marseille.

Les défis sont nombreux.

Nous les relèverons, j'en suis certain, sans crainte, sans tabou, sans pré carré mais avec ce qui nous réunit ici : la volonté de faire vivre la CFDT, de la rendre plus forte encore parce que les salariés, le monde du travail, la société toute entière ont besoin d'un syndicalisme efficace, ils ont besoin de la CFDT.

Au moment de clore cette assemblée générale, votre Assemblée générale, celle des syndicats de la CFDT, je mesure la force de la confiance qui m'est faite.

- Confiance que m'ont témoignée les militants dans mes déplacements
- Confiance des syndicats que vous représentez ici.
- Confiance du Bureau National que je remercie.

Dans une période où les successions de responsables sont parfois difficiles dans d'autres organisations sachons apprécier notre sérénité collective.

Elle est la marque de notre cohésion chèrement acquise et que nous sommes attachés à faire vivre.



Elle n'enlèvera ni la difficulté de la tâche ni l'exigence de débats entre nous mais elle est notre capital le plus précieux pour conduire la CFDT au bout de ses ambitions.

Fort de cette confiance indispensable entre nous, je ressens aujourd'hui avec émotion et fierté l'ampleur de la responsabilité qui m'est confiée.

Responsabilité de mener et d'animer une CFDT qui doit continuer de tenir toute sa place dans le débat social, qui doit aussi, avec la même énergie, comme nous venons de le tracer, tenir chaque jour toute sa place auprès des salariés.

La CFDT est solide, ses nombreux adhérents sont fiers de leur organisation, ses militants sont fidèles et déterminés dans leur action.

Je sais pouvoir compter sur l'engagement des syndicats, des Unions territoriales de retraités, des Unions régionales et des fédérations qui - chacun dans leur rôle- contribuent à la force de la CFDT.

Je sais pouvoir compter sur un Bureau National conscient de ses responsabilités pour conduire la CFDT avec une Commission exécutive totalement mobilisée.

Alors, je compte sur vous tous

je sais qu'Ensemble, dans l'action nous continuerons à faire nos preuves.

Ensemble, dans le débat nous forgerons nos choix.

Ensemble, nous bâtirons une CFDT encore plus proche des salariés.

Je sais qu'Ensemble, nous pouvons construire un monde du travail et une société plus justes.

* *